

## **Intervention sur le Rapport moral, par Berthe Fouchère**

**Berthe Fouchère accuse le bilan du secrétariat du Parti socialiste dans la séance du dimanche matin 5 juin 1938. [ Source: Compte-rendu sténographique du Congrès de Royan, pp. 153-161].**

### **Photo**

#### **Reprendre extraits sur la laïcité**

Camarades, le Rapport moral qui nous est présenté cette année est surtout le bilan de l'activité bureaucratique du Parti. Mais le Rapport moral devrait être le bilan de l'activité politique et publique du Parti, et outre cette action, ces actions imprévues qui peuvent être nécessitées par les circonstances, par les conditions du moment, il devrait mentionner l'activité qui serait l'application des décisions de son Congrès national, de son dernier congrès national. Mais il serait évidemment assez difficile que ce rapport portât trace d'une mention quelconque de cette activité, étant donné que la plupart des décisions prises au Congrès de Marseille sont restées dans le domaine des vœux pieux.

Par exemple, prenons la motion votée sur la laïcité. Cette motion prévoyait que des mesures devaient être prises pour mettre un terme à la concurrence déloyale que livre à l'école laïque l'enseignement privé. Des mesures devaient être prises pour assurer contre la pression cléricale la liberté des pères de famille, pour réprimer les campagnes de calomnie dirigées contre l'école laïque et contre ses maîtres, pour introduire rapidement les lois laïques en Alsace et Lorraine. Cette motion demandait aussi que fût déposé au Parlement un plan de nationalisation de l'enseignement.

Immédiatement après Marseille, par conséquent, le Groupe parlementaire devait se mettre en rapport avec la fédération générale de l'Enseignement de la C.G.T. et déposer le plus rapidement possible un plan de nationalisation de l'enseignement. Cela ne fut pas fait. Rien n'a été fait non plus pour interdire aux congrégations enseignantes, conformément à la loi, d'ouvrir des écoles. Elles ouvrent des écoles là où elles le peuvent, et comme elles le veulent. L'Église est autorisée à violer la loi.

Rien non plus contre les actes de pression exercés sur les familles pour fermer à leurs enfants les portes de l'école laïque. L'Église peut continuer impunément à terroriser les populations.

Rien non plus contre les insulteurs de l'école laïque. C'est ainsi que récemment, des bulletins pouvaient écrire que la recrudescence de la criminalité était due à l'école laïque.

Rien non plus pour abolir les privilèges dont bénéficie l'enseignement privé en matière de diplômes.

L'enseignement confessionnel subsiste en Alsace-Lorraine. Les lois laïques n'ont point été introduites dans les départements recouverts, et les Écoles normales continuent à être fermées aux enfants des non catholiques.

L'activité cléricale est de tous côtés particulièrement grande, dans les départements de l'Ouest, en Lorraine, en Corrèze. (*Applaudissements.*) Jamais l'école laïque n'a été aussi menacée qu'elle l'est actuellement. Cette école laïque qu'on se plait à considérer sur le papier comme la pierre angulaire de la République, subit les assauts violents de l'Église qui relève la tête.

Le Parti n'a pas mené la bataille laïque sur laquelle nous étions en droit de compter. Cette bataille laïque, déclare la motion sur la laïcité, est une des formes essentielles de la lutte sociale, et le camarade Rollot, le secrétaire à la Défense laïque du Syndicat National des Instituteurs, pouvait terminer son rapport annuel par cette conclusion: « *Le Parti socialiste a voté dans son dernier Congrès national une motion excellente. Nous avons trouvé quelques efforts précieux de la part d'un certain nombre de fédérations départementales, mais ses organismes centraux et son journal central n'ont pas répercuté cet effort sur le plan national. Il serait bon que le Parti considérât enfin – et la motion de Marseille le dit expressément – que la défense et le développement de la laïcité sont inséparables de la lutte de classe.* » (*Applaudissements.*)

REPORT THIS ADPRIVACY SETTINGS

Camarades, la motion sur la laïcité n'a pas été appliquée, pas plus, du reste, que la motion relative à l'Espagne. Par exemple, que disait le texte voté l'année dernière à Marseille ? Que nous reconnaissons que la politique de non-intervention n'avait pas donné les résultats que pouvaient en escompter les initiateurs de cette politique. Elle faisait sienne, en outre, les décisions de l'Internationale ouvrière socialiste et de l'Internationale syndicale, et aux termes de cette décision, les travailleurs devaient exercer une pression sur le gouvernement, afin que la liberté commerciale soit rétablie avec l'Espagne républicaine dès le lendemain de Marseille. Par conséquent, une campagne d'agitation devait être entreprise pour créer un immense courant en faveur de la levée du blocus, et au lieu de cela, nous avons vu les uns en réunions publiques et dans la presse, continuer à défendre la politique de non-intervention; d'autres la condamnaient, mais en tout cas, d'une façon générale, nous étions les uns et les autres très gênés en réunions de Front populaire, avec les communistes, lorsque le problème était évoqué, parce que nous sentions bien que le Parti ne s'engageait pas à fond dans le sens des décisions de Marseille.

En ce qui concerne la lutte contre le Sénat, nous pouvons bien dire que les décisions de Marseille n'ont pas été, non plus, appliquées. Ainsi, dans la résolution sur la politique générale, un paragraphe demandait au Parti de demander au Comité de Rassemblement populaire d'envisager dans le plus bref délai, toutes les mesures d'ordre législatif et d'ordre constitutionnel susceptibles d'assurer le dernier mot à la Chambre du suffrage universel.

Le Parti n'a point fait de proposition précise, et en tout cas s'il voulait que la question fût posée devant l'opinion publique, c'est immédiatement qu'il fallait entreprendre une campagne: articles de presse, meetings, manifestations diverses, pour associer les revendications des masses aux revendications du Parti.

Nous savons bien que pendant les élections cantonales, les candidats et les propagandistes du Parti ont démontré le caractère peu démocratique du mode d'élection du Sénat; il y a quelques semaines a paru une série d'articles excellents de Séverac, mais qui sont venus un peu tard. En tout cas, il y a loin de cette tentative timide, à une grande action d'ensemble méthodique, énergique, rassemblant autour de mots d'ordre toutes les forces du Parti.

Il y avait aussi une autre forme de résistance: tenir bon devant le Sénat. Et se faire appuyer par les masses. Mais le Parti n'a jamais été appelé à dire ce qu'il pensait de cette forme de résistance.

Des deux fois où le gouvernement de Front populaire à direction socialiste a démissionné devant l'hostilité du Sénat, les deux fois le Parti a été mis devant le fait accompli. On nous a dit les deux fois: « *La résistance, elle était possible, certes, mais elle ouvrait dans le pays une crise à caractère révolutionnaire, et le danger extérieur ne permettait pas de courir ce risque* ». Mais en tout cas le Parti n'a pas été consulté, et ceci est inadmissible, et ceci est intolérable pour un grand parti de classe et de démocratie, maître de sa volonté et maître de ses destinées.

J'ajoute qu'il est regrettable que la direction du Parti ne se soit point associée à la manifestation organisée par la fédération de la Seine, la veille de la démission du gouvernement Léon Blum, et non seulement ne s'y soit point associée mais encore l'ait désavouée !

Maintenant, pour les nationalisations, le Congrès de Marseille avait décidé de compléter le programme du Front populaire par les réformes de structures incluses dans le programme de la C.G.T. Nous qui étions persuadés que ces réformes de structure étaient la condition du maintien, de la consolidation des réformes de détail, des avantages sociaux obtenus; nous qui savions que sans ces réformes de structure, il était impossible de réaliser le reste du programme du Front populaire, c'est une vaste campagne d'opinion publique, une campagne de grande envergure épaulée par les masses, une action persévérante, une action tenace et sans arrêt, qui devait être entreprise dans le pays pour vaincre et les résistances du Parti radical et les réserves du Parti communiste.

Notre camarade Roucayrol écrivait, il n'y a pas longtemps, dans un article du *Populaire*, qu'il était des campagnes d'opinion publique qui arrivent un moment à forcer les résistances du Parlement, et non seulement cela ne fut pas fait, non seulement cette campagne énergique ne fut pas entreprise, mais encore le Parti n'a pas trouvé le moyen – et ce n'est pas faute d'efforts de notre camarade Marceau Pivert – le Parti n'a pas trouvé le moyen d'éditer une brochure comportant des projets étudiés, chiffrés sur les nationalisations, des projets mettant en évidence les avantages économiques, les avantages financiers des nationalisations. Et cette brochure eût considérablement aidé nos camarades dans leur propagande. Cela ne fut point fait.

Il est évident qu'il y eut là un manquement très net à la discipline politique que nous imposaient les décisions de Marseille, et une faute d'indiscipline encore beaucoup plus grave, ce fut la décision du Conseil National du 12 mars.

Vous vous souvenez que la déclaration de politique générale votée à Marseille, tout d'abord faisait siennes les décisions du Conseil National du 12 juin 1937, et l'une de ces décisions entendait que le Parti socialiste ne participât point à un gouvernement qui rechercherait une majorité parlementaire autre que celle des partis de Front populaire, et ferait appel à des hommes politiques qui avaient combattu les différents gouvernements de Front populaire.

Or, le 12 mars 1938, le Conseil National autorisait notre camarade Léon Blum à chercher une autre majorité que celle des partis de Front populaire, et à faire appel à des hommes qui avaient combattu les précédents gouvernements de Front populaire.

Il y eut donc là une grave faute de discipline, car en réalité le gouvernement de Rassemblement national autour du Front populaire n'est pour nous, et mon ami Lucien Hérard le démontrera au cours de la discussion sur la politique générale, n'est pas autre chose pour nous qu'un gouvernement d'Union nationale. On ne peut pas appeler autrement un gouvernement qui devait comprendre dans son sein, et les défenseurs de la classe ouvrière, et les mandataires des puissances capitalistes. Certes, nous savons que dans des périodes graves, dans des périodes de crise sociale, de crise économique.

**LE PRESIDENT.** – Je demande une fois à la salle de faire un peu de silence !

**BERTHE FOUCHERE.** – Il y a un moment où la classe ouvrière personnifie les intérêts de la nation tout entière, et où peut se produire un rassemblement autour de la classe ouvrière, mais un rassemblement national autour de ses mots d'ordre de lutte, et si le gouvernement de Rassemblement national autour du Front populaire s'était réalisé, il ne se serait pas agi, pour les Paul Reynaud, pour les Flandin, pour les Marin, de lutter pour l'Espagne républicaine, de lutter contre les banques, de lutter contre les trusts; autant de mots d'ordre qui représentent un intérêt vital pour les travailleurs, pour la nation tout entière.

Du reste, Paul Reynaud prenait grand soin de dire, dans une interview au Figaro: « *Je ne ferai pas au gouvernement une politique que j'ai condamnée dans l'opposition* ». En réalité, le Conseil National autorisait la constitution d'un gouvernement qui aurait été fatalement amené à méconnaître les intérêts de la classe ouvrière, et avec eux ceux de la nation tout entière.

**LE PRESIDENT.** – Abrégez un peu.

**BERTHE FOUCHERE.** – Après l'échec de cette combinaison, après l'émotion soulevée dans le Parti par la décision du Conseil National – et les différents ordres du jour votés par plusieurs sections en témoignent – la direction du Parti aurait immédiatement convoqué un Congrès national extraordinaire pour que le Parti régulièrement consulté, dît enfin ce qu'il pensait de l'intégration du Parti socialiste dans l'Union nationale. Cela ne fut point fait, et j'ajoute qu'à la C.A.P., les délégués de la Gauche révolutionnaire ont demandé la convocation de ce Congrès extraordinaire. Eux seuls ont le souci du respect de la vraie démocratie dans le Parti. (*Applaudissements.*)

On lit dans le Rapport moral, que le Parti socialiste a été le principal artisan des réformes qui placent la République française, dans le domaine de la législation sociale, à la tête de tous les États.

Mais ces lois sociales sont aujourd'hui terriblement menacées. La semaine de quarante heures est sabotée. Les contrats collectifs sont violés. D'autre part, les délégués ouvriers, dans un grand nombre d'entreprises, n'ont plus aucune autorité; dans les campagnes, les lois sociales ne sont plus appliquées, les patrons ont déchiré les contrats collectifs (*Applaudissements.*) Les salaires sont des salaires de famine; l'ouvrier agricole continue à être exploité, opprimé, comme il l'était avant 1936. D'autre part, on procède au système de la carte forcée; avant 1936 le gros patron agriculteur obligeait les ouvriers agricoles à adhérer aux ligues factieuses. Maintenant ils sont obligés d'accepter les cartes d'adhésion au Parti social français. Nous disons que l'offensive patronale n'aurait pas été aussi brutale si les patrons avaient senti devant eux un gouvernement décidé à se battre (*Applaudissements.*)

Certes, le Parti socialiste n'était pas le seul au gouvernement de Front populaire, mais parce qu'il est un parti de classe, parce qu'il est l'élément dominant dans le Rassemblement populaire, il devait pousser les gouvernements où il collaborait, où il avait la direction, à chercher un point d'appui ailleurs que dans la majorité parlementaire, à la chercher dans les masses ouvrières de ce pays, à les mobiliser non pas à tous propos et hors de propos, mais aussi souvent que la mauvaise volonté, que la mauvaise foi patronale imposait une réplique vigoureuse de la classe ouvrière.

Il a défendu (le Parti) et sauvé la démocratie, dit-on aussi dans le Rapport moral.

Mais la démocratie, elle n'est pas sauvée. Le chômage est grandissant, la faculté d'achat des masses ouvrières diminue de plus en plus. La misère augmente, les lois sociales sont violées. Les difficultés sont de plus en plus grandes pour les classes moyennes, et tout cela crée un découragement, des désillusions dans la classe ouvrière, crée par conséquent un climat favorable au développement du fascisme. Et Maurice Paz écrivait dernièrement dans un article du *Populaire*, que l'on pouvait constater un regain de l'activité du Parti social français et un regain de ses espérances.

Le Parti socialiste n'a pas davantage plus efficacement sauvé la paix, qui est à l'heure actuelle plus menacée que jamais. En réalité, on ne défend pas la paix en acceptant la course aux armements, en l'acceptant comme un mal, certes, comme un mal inévitable, mais en l'acceptant tout de même. On ne défend pas la paix en ne dénonçant pas avec la dernière énergie la diplomatie secrète qui continue à sévir. On ne défend pas efficacement la paix en se solidarisant, sous couleur de sécurité collective, avec une politique d'alliances qui aboutit fatalement à la guerre...

**LE PRESIDENT.** – Abrégez camarade, c'est de la politique générale, ce n'est pas du Rapport moral !

**BERTHE FOUCHERE.** – ... au lieu de voir que la plupart des difficultés internationales sont nées de l'injustice, des erreurs des traités de paix, et en conséquence d'engager une action véritablement pacifiste dans le sens de cette revendication.

Le Parti n'a donc pas complètement répondu aux espoirs que mettait en lui le monde du travail. Il n'a pas été l'impulseur, l'élément animateur du mouvement de Front populaire. Il devait prendre, lui, qui est le parti le plus fort, le plus représentatif de l'opinion française, comme l'a dit Paul Faure dans son Rapport moral, il devait au lieu de subir trop souvent la politique du Parti radical, il devait prendre la tête de grands mouvements de masse pour imposer une politique conforme au programme du Front populaire, aux intérêts des travailleurs et de la démocratie. Et précisément ce que nous lui reprochons surtout, c'est de n'avoir pas eu confiance suffisamment en l'action des masses, sans lesquelles, cependant, on ne peut réaliser au gouvernement un programme de liberté et de progrès social. C'est de n'avoir pas fait appel aux masses, lorsqu'au sein du gouvernement et au Sénat on s'insurgeait contre leur volonté; en réalité le Parti a eu peur de s'engager dans la voie révolutionnaire où l'auraient fatalement conduit les circonstances s'il avait voulu se battre contre les puissances d'argent.

Il y a quelques années Paul Faure écrivait que le socialisme avait sonné au cadran de l'Histoire, que les événements étaient plus révolutionnaires que les hommes. Eh bien , nous souhaitons que le Parti devienne aussi révolutionnaire que les événements, et nous terminons par cette parole de Jaurès: « *C'est plus que l'audace de la pensée, mais l'audace de l'action, qui donne à l'homme des ailes !* » (Applaudissements.)

**PARTI SOCIALISTE**  
(Section Française de l'Internationale Ouvrière)

---

# **XXXV<sup>e</sup> CONGRÈS NATIONAL**

**TENU A ROYAN**

les 4, 5, 6 et 7 Juin 1938

---

**COMPTE RENDU STÉNOGRAPHIQUE**



**LIBRAIRIE POPULAIRE**  
6, Rue Victor-Massé, 6  
**PARIS (9<sup>e</sup>)**

---

Source gallica.bnf.fr / Bibliothèque nationale de France

D'autres documents sur le Congrès de Royan sont disponibles sur ce site.